Belgeo

Revue belge de géographie

2 | 2019

La région, vous dîtes? Le kaléidoscope régional de l'Union européenne

Les jeux d'échelle dans la communication politique des présidents des régions italiennes de l'Émilie-Romagne et du Latium. Une approche par la statistique textuelle

Playing the ladder game: how does political communication frame the regions in the Italian institutional landscape? Lexicometry applied to Region president's inaugural speeches

Dorian Bernadou

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/29646>

DOI : 10.4000/belgeo.29646

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Référence électronique

Dorian Bernadou, « Les jeux d'échelle dans la communication politique des présidents des régions italiennes de l'Émilie-Romagne et du Latium. Une approche par la statistique textuelle », *Belgeo* [En ligne], 2 | 2019, mis en ligne le 13 décembre 2018, consulté le 08 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/29646> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/belgeo.29646>

Ce document a été généré automatiquement le 8 juillet 2020.

Belgeo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Les jeux d'échelle dans la communication politique des présidents des régions italiennes de l'Émilie-Romagne et du Latium. Une approche par la statistique textuelle

Playing the ladder game: how does political communication frame the regions in the Italian institutional landscape? Lexicometry applied to Region president's inaugural speeches

Dorian Bernadou

Introduction

- 1 À travers ce papier, je propose de décrypter le regard porté par les responsables politiques sur la place de la région dans le concert des institutions territoriales en Europe et en Italie. L'Italie est un cas d'étude souvent mobilisé dans les études sur la question des régionalismes en Europe, mais l'accent est trop souvent mis sur les manifestations du régionalisme « conflictuel », notamment les tendances autonomistes que la Ligue du Nord a longtemps incarnées. Le choix d'étudier l'Émilie-Romagne et le Latium permet au contraire de porter l'attention sur ces autres régions, au régionalisme plus « ordinaire » parce qu'il ne porte pas de revendication indépendantiste, ce qui n'empêche pas d'y déceler des luttes de pouvoir.
- 2 L'hypothèse sur laquelle ce travail repose est que les discours d'investiture des chefs successifs de l'exécutif régional permettent d'observer les variations du positionnement des régions dans la géographie du pouvoir en Italie. La manipulation des différents niveaux d'échelon territorial dans ces discours est considérée ici comme un élément de compréhension du positionnement des dirigeants régionaux dans le jeu

des coopérations intergouvernementales, qui constitue un des six paramètres de la « capacité politique territoriale » telle que la définit Romain Pasquier (Pasquier, 2012). Qu'il s'agisse pour les acteurs politiques de s'inscrire dans des espaces plus grands (l'Etat, les régions transfrontalières ou l'EU) ou de manifester un certain ascendant sur les collectivités de niveau infrarégional, par le discours ou par la pratique de nouveaux découpages imposés ou incités, la question du jeu d'échelle semble une préoccupation sérieuse et nécessite une adaptation constante de la part des dirigeants politiques. Cet article propose de mesurer la place prise par cette question dans les représentations territoriales des leaders régionaux lors de leur investiture à l'aide de la statistique textuelle, par l'intermédiaire du logiciel IRaMuTeQ (Ratinaud, 2009).

- 3 Après avoir rapidement introduit les cas d'étude et l'enjeu méthodologique de cet article, j'analyserai l'influence des différentes composantes du contexte d'énonciation sur le contenu du discours à travers la méthode du calcul de spécificité lexicale. Dans un troisième temps, l'observation des modalités d'utilisation de certains termes clés permettra d'éclairer le regard porté par les grands élus sur le paysage institutionnel dans lequel ils évoluent et le positionnement qu'ils souhaitent adopter par rapport aux autres mailles d'exercice du pouvoir politique.

Situer les régions italiennes, une entrée par le discours des grands élus de l'Emilie-Romagne et du Latium

La spécificité des régions italiennes en Europe

- 4 Le système régional italien occupe en Europe une place originale, à la croisée du modèle fédéraliste allemand ou belge et de celui, plus centralisé, qu'a longtemps incarné la France. L'Italie est en effet un Etat récemment unifié (1860) et c'est la conception centraliste qui a prévalu pendant un siècle dans son organisation, l'enjeu principal était alors de conserver à tout prix une unité nationale fragile parce qu'acquise à la force des armes (Piattoni, Brunazzo, 2011). La reconnaissance institutionnelle des régions italiennes s'est faite en trois temps : d'abord l'inscription de leur existence dans la Constitution républicaine rédigée au sortir de la Seconde Guerre mondiale, cette décentralisation est alors restée à l'état de déclaration d'intention jusqu'en 1970 avec une première mise en application timide (Putnam *et al.*, 1985) par l'octroi aux régions du statut de collectivités territoriales tout en conservant un fort contrôle par le centre. Enfin ce n'est qu'à la fin des années 1990 que l'autonomie politique régionale a été effective, avec notamment la mise en place de l'élection du président de région au suffrage universel direct.
- 5 Les régions italiennes sont depuis lors au cœur des tentatives de réformes du maillage politico-administratif de l'Etat (Rivière, 2004) et se retrouvent tantôt mises en avant à travers des politiques présentées comme fédéralistes, tantôt malmenées par des tendances néo-centralistes (Rivière, 2016 ; Pallaver, Brunazzo, 2017). Ce thème des relations interinstitutionnelles constitue donc un véritable enjeu de pouvoir pour l'exécutif régional et se retrouve au cœur de stratégies discursives qu'il s'agira d'analyser.

Les discours d'investiture comme objet de recherche

- 6 Le corpus étudié est constitué de huit discours de politique générale (discours d'investiture, au début de chaque mandat) prononcés par les présidents des régions Émilie-Romagne et Latium entre 2000, première mandat des présidents élus au suffrage universel direct, et 2015¹. Ce choix découle de l'hypothèse d'une plus forte variabilité et personnalisation des discours à partir de la présidentialisation de l'exécutif régional (Bardin, 2009 ; Fourny, 2005).
- 7 Les discours sont répartis équitablement entre les deux régions mais sont issus de cinq locuteurs puisque l'un des présidents de l'Émilie-Romagne, Vasco Errani, a effectué trois mandats à la tête de la région. Comme le montre la figure 1, si l'alternance droite/gauche est la règle dans le Latium, l'Émilie-Romagne est au contraire une région fortement ancrée à gauche (héritière des fameuses « régions rouges » tenues par le Parti Communiste dans les années 1970-1980).

Figure 1. Chronologie des discours constituant le corpus.

- 8 Ces discours constituent des moments clés de la vie politique des institutions régionales et bénéficient d'un fort investissement symbolique puisque le président nouvellement élu s'adresse solennellement aux membres du Conseil ou de l'Assemblée Régionale, en présence du personnel de l'institution et de nombreux journalistes. Il s'agit donc d'un véritable exercice de communication politique qui fait office d'acte fondateur pour chaque mandat de président de région. Malgré un contexte d'énonciation similaire, les textes constituant le corpus varient considérablement d'un discours à l'autre que ce soit par leur longueur, le degré de formalisme ou par la richesse du vocabulaire employé. L'ensemble des discours est composé d'environ 57 500 mots (320 000 signes).

La statistique textuelle au service de l'analyse des discours

- 9 D'abord développée dans le domaine de la littérature et de la linguistique (Salem, 1982), la statistique textuelle est peu à peu investie par les sciences politiques et la géographie (Guérin-Pace, 1997) et constitue une approche complémentaire aux travaux qui s'inscrivent dans le champ de la *critical discourse analysis* (Beauguitte, Guérin-Pace & Richard, 2014 ; Tuathail, Agnew, 1992). Plusieurs logiciels ont été développés depuis les années 1990 pour mener à bien ces fouilles de corpus textuel. Dans le cadre de cette recherche, c'est le logiciel IRaMuTeQ (Ratinaud, 2009) qui a été privilégié. Simple d'utilisation, il intègre également directement un dictionnaire des formes en italien, ce qui a permis de travailler le corpus en langue originale.

- 10 Une première approche du lexique le plus fréquemment utilisé dans les discours d'investiture des présidents des régions Emilie-Romagne et Latium donne des résultats plutôt attendus : *région*, *nouveau*, *vouloir*, *politique*, *gouvernement*, *citoyen* (cf. figure 2) sont les termes² qui reviennent le plus souvent. L'association des mots *région* et *nouveau* en tête de classement pourrait faire penser à une intégration des notions de la géographie politique contemporaine comme le *new regionalism* (Keating, 1998 ; Paasi, 2002). Mais il s'agit sans doute plutôt, dans une logique plus politicienne, de mettre l'accent sur les nouveautés et donc la rupture que va représenter le mandat à venir en termes de politiques publiques. Ces formes sont caractéristiques de tout discours de politique générale, sans distinction de l'échelon ou du contexte national dans lequel il est prononcé (Marchand, 2007). La présence très récurrente des termes *région* et *régional* vient contextualiser les discours et témoigne de l'échelle d'exercice du pouvoir des locuteurs.

Figure 2. Liste des mots les plus fréquemment employés dans l'ensemble du corpus.

mot italien	Trad. française	nombre d'occurrence	mot italien	Trad. française	nombre d'occurrence
regione	région	358	territorio	territoire	130
nuovo	nouveau	316	governo	gouvernement	126
volere	vouloir	271	grande	grand	119
politico	politique	205	impresa	entreprise	115
regionale	régional	174	sociale	social	112
sistema	système	160	servizio	service	105
cittadino	citoyen	151	qualità	qualité	95
primo	premier	150	sviluppo	développement	93
anno	année	144	pubblico	public	90

- 11 La statistique textuelle désigne un ensemble composite de méthodes fondées sur la récurrence statistique des termes dans un corpus. Le cas d'étude proposé ici n'intègre pas les résultats de la classification hiérarchique descendante (méthode Reinert), fondée sur l'analyse des cooccurrences des termes, mais se concentre sur celle des spécificités lexicales.

L'analyse du vocabulaire spécifique comme révélateur de l'influence du contexte d'énonciation sur le contenu des discours

- 12 L'approche par l'analyse du vocabulaire spécifique consiste dans l'extraction et la comparaison des termes spécifiques et des termes d'emploi banal dans le corpus global et dans chacun des textes pris séparément. Un terme est dit « spécifique » à une partie du corpus lorsqu'il n'avait que 5 % de chance de se trouver aussi souvent (ou aussi peu souvent) dans cet extrait par rapport à la répartition du terme dans le reste du corpus. Les spécificités peuvent être positives (suremplei) ou négatives (sous-emploi). Pour tester la spécificité de tel ou tel terme, le logiciel prend en compte les variables qualitatives qui ont été renseignées pour désigner les différentes parties du corpus et attribue un score de spécificité³ fondé sur le calcul hypergéométrique développé par Lafon (Lafon, 1984). Trois causes majeures de différenciation peuvent ainsi être testées : selon la première, les discours seraient différents d'un contexte régional à l'autre

(variable « région »), la seconde prévoit que la teneur des discours change avec le temps (variable « date ») enfin, la troisième propose de considérer que les discours portent la marque de la personnalité et des représentations sociales de celui qui tient les rênes du pouvoir (variable « président »). L'idée générale qui préside à cette analyse est que la surreprésentation (ou la sous-représentation) de certains termes clés est représentative d'une vision, d'un état d'esprit au sein de l'exécutif régional qui servira de guide à la manière dont sera gouvernée la région pendant le mandat en question.

De l'importance du contexte régional dans le lexique utilisé

- 13 La première piste que ce travail a permis de creuser est celle d'une différence liée au contexte géographique régional. Les deux régions ont une organisation spatiale fortement différenciée, notamment en ce qui concerne la structure du réseau urbain et la répartition des activités productives. La Région Emilie-Romagne constitue un exemple-type de région polycentrique où l'économie dynamique et la répartition de la population s'appuient sur un réseau de villes structuré et des identités locales fortes alors que le Latium est une région dont l'activité économique et la population sont strictement centrées sur Rome, ce qui a une forte influence sur les représentations spatiales qui émergent du discours des élus. Les deux tableaux proposés ici (figure 3) rassemblent certains des termes les plus significatifs. Les présidents émiliens-romagnols se réfèrent de manière fréquente aux autres échelles territoriales, en particulier l'Europe (*Europe, européen*) mais aussi à l'équivalent italien des communautés de communes : les *unioni*, forme d'association volontaire très développée en Emilie-Romagne.
- 14 L'échelon national est présent pour l'Emilie-Romagne par l'intermédiaire du terme *pays* souvent sous la forme de la comparaison (l'Emilie-Romagne par rapport au reste du pays) mais rarement au travers de sa forme politique (l'Etat et le gouvernement) qui est au contraire celle privilégiée par les présidents de la région Latium, plus proche de Rome, son chef-lieu, et donc des ministères et de la vie politique nationale. Le volontarisme politique des dirigeants émiliens-romagnols s'exprime au travers de la présence parmi le vocabulaire spécifique de termes tels que : *expérience, investir et changement*. Le vocabulaire spécifique des présidents de la région Latium est très nettement tourné vers des réalités internes à l'institution régionale et à la vitalité du débat politique qui s'y joue : *majorité, opposition*. La surreprésentation des titres, noms et fonctions du personnel politique (*assesseur, conseil, ministre, président*) est également la marque d'un discours bien plus formel que celui que proposent les présidents de l'Emilie-Romagne.
- 15 La forte spécificité des termes *citoyen, citoyenneté, transparent, politique, démocratique* est la conséquence de la volonté des dirigeants régionaux de mettre l'accent sur la nécessité de retisser les relations entre les représentants politiques et les citoyens. La région Latium a souvent été pointée du doigt pour sa mauvaise gestion, avec une histoire politique émaillée de scandales à répétition, qui ont particulièrement écorné l'image de l'institution et la confiance de la population régionale envers ses dirigeants. L'échelon provincial (qui correspond aux départements français) est une référence beaucoup plus mobilisée dans le cas du Latium. Les grands absents de cette analyse sont donc l'échelon communal et son dirigeant, le maire, dont l'évocation n'est spécifique ni à l'une, ni à l'autre des régions étudiées.

Figure 3. Tableaux de synthèse du vocabulaire spécifique associé à chaque région (sélection).

Termes spécifiques à l'Emilie-Romagne			Termes spécifiques au Latium		
mot italien	traduction	score	mot italien	traduction	score
<i>emilia_romagna</i>	Emilie-Romagne	16,4734	<i>lazio</i>	Latium	29,77
<i>europa</i>	Europe	5,801	<i>roma</i>	Rome	6,8935
<i>esperienza</i>	expérience	5,138	<i>assessore</i>	assesseur	5,7808
<i>giusto</i>	juste	4,692	<i>consiglio</i>	conseil	4,7113
<i>investire</i>	investir	4,0042	<i>democratico</i>	démocratique	3,8168
<i>cambiamento</i>	changement	3,8905	<i>cittadino</i>	citoyen	3,5087
<i>paese</i>	pays	3,637	<i>familiare</i>	familial	3,3925
<i>città</i>	ville	3,5692	<i>bilancio</i>	budget	3,1812
<i>sistema</i>	système	3,358	<i>sanità</i>	santé (secteur)	3,1373
<i>bologna</i>	Bologne	3,2873	<i>presidente</i>	président	3,0031
<i>capacità</i>	capacité	2,5722	<i>ministro</i>	ministre	2,9683
<i>rafforzare</i>	renforcer	2,5048	<i>famiglia</i>	famille	2,9097
<i>montagna</i>	montagne	2,4651	<i>opposizione</i>	opposition	2,8066
<i>relazione</i>	relation	2,3984	<i>trasparente</i>	transparent	2,7843
<i>europeo</i>	européen	2,3919	<i>elettorale</i>	électoral	2,4423
<i>federalismo</i>	fédéralisme	2,3635	<i>cittadinanza</i>	Citoyenneté régionale	2,4346
<i>crescita</i>	croissance	2,3113	<i>direttore direttrice</i>	directeur	2,4346
<i>adriatico</i>	adriatique	2,2596	<i>politico</i>	politique	2,3561
<i>unione</i>	union	2,2585	<i>maggioranza</i>	majorité	2,2601
<i>sostenibilità</i>	durabilité	2,2585	<i>provincia</i>	province	2,2546

Référence géographique
Référence à un autre échelon
Référence interne à l'institution

L'évolution du vocabulaire spécifique en fonction du temps

- 16 La période couverte par le corpus (2000-2015) est riche en événements qui ont pu laisser des traces dans la mise en récit de l'action politique. A l'échelle nationale, le début de la période est marqué par les réformes constitutionnelles qui ont considérablement accru le poids politique des régions tandis que la fin de la période coïncide avec la relance des réflexions sur la métropolisation (qui culmine avec la Loi Delrio de 2014 qui institue les Villes Métropolitaines). A l'échelle européenne, deux grandes stratégies sont adoptées par l'Union Européenne (« Lisbonne » en 2000 et « Europe 2020 » en 2010) tandis qu'à une échelle plus large encore, la crise économique globale et ses conséquences en termes d'austérité budgétaire est également un événement à prendre en compte.
- 17 L'analyse des spécificités lexicales observées en fonction des différents pas de temps (figure 6) montre que certains thèmes ont un succès sur une période de temps déterminée puis disparaissent totalement, alors que d'autres font leur apparition au gré des événements qui surviennent aux échelons supérieurs. L'absence de certains termes attendus ne signifie pas que les mots en question ne sont pas employés mais au contraire qu'ils sont employés avec une fréquence équivalente tout au long de la période couverte par le corpus, et qu'ils ne sont donc pas représentatifs de l'un ou l'autre des mandats.
- 18 Les termes marqués par une spécificité positive pour le premier mandat analysé (2000) installent clairement le contexte de la réforme administrative de grande envergure qui caractérise l'Italie de cette époque (réformes constitutionnelles de 1999 et 2001). Les Régions doivent faire face à l'acquisition de nouvelles compétences, que les

représentants de l'Etat ne leur délèguent pas facilement (d'où la nécessité d'échafauder une nouvelle architecture institutionnelle, basée sur un nouveau Statut, sorte de Constitution régionale). Cette question du Statut était au cœur des allocutions des premiers mandats analysés, mais ceux-ci ayant été adoptés en 2004, il apparaît tout naturel que les discours les plus récents n'y fassent plus allusion. C'est aussi le cas de *fédéralisme*, très présent dans les discours politiques à la charnière des années 2000, moment d'autonomisation de la maille régionale et dont l'usage va disparaître avec l'absence de nouvelle étape dans le mouvement de décentralisation de l'Etat italien.

- 19 La question financière apparaît très liée aux deux derniers mandats, c'est-à-dire ceux qui suivent la crise économique de la fin des années 2000. Ainsi, les discours prononcés à l'occasion du mandat débutant en 2010 sont très marqués par l'emploi des termes *réduction*, *coût*, *dépense* alors que *coût*, *milliard* et *million* sont fortement sous-représentés dans les discours de 2005. Cette idée est confirmée par le fait que crise est un terme dont la spécificité est négative en 2000 et positive lors du dernier mandat.
- 20 L'Europe est également une préoccupation qui fait son apparition plutôt à la fin de la période, la question européenne était en tout cas significativement absente des deux discours prononcés en 2000. La présence en 2010, aux côtés de la référence à l'Europe, du mot stratégie semble plaider pour une forte prise en compte de la stratégie Europe2020 dont la publication a eu lieu quelques semaines avant les élections régionales italiennes. La présence du terme durabilité au titre des mots fortement spécifiques des discours de 2005 pourrait témoigner d'une montée en puissance générale de la thématique environnementale ou d'une appropriation progressive des thèmes développés dans la Stratégie de Lisbonne.

Figure 4. Tableau de synthèse des spécificités lexicales en fonction de la variable date (sélection).

2000				2005				2010				2013-15			
réforme	4,9	crise	-3,6	coopération	4,24	coût	-2,6	réduction	4,20	gouvernement	-2,9	terre	4,66	fédéralisme	-5,99
ministre	4,4	euro	-3,1	système	3,24	euro	-2,4	coût	4,18	système	-2,7	séisme	3,27	local	-3,66
statut	3,5	investir	-3,1	collaboration	2,16	commune	-2,2	dépense	3,77	capacité	-2,3	crise	2,50	autonomie	-3,16
fédéralisme	2,8	européen	-2,5	concertation	2,13	milliard	-2,1	Europe	3,42	décision	-2,0	européen	2,39	coopération	-2,71
gouvernement	2,1	Europe	-2,0	identité	2,05	million	-2,1	stratégie	2,92			maire	2,34		

Une vision propre à la personnalité du gouverneur régional ?

- 21 L'analyse des spécificités lexicales par locuteur est également une manière intéressante d'approcher ce corpus. Si sur le plan formel ce travail permet surtout de relever certains éléments de langage (ou d'écriture) caractéristiques, sur le plan thématique en revanche plusieurs points sont dignes d'intérêt. Comme la question de l'évolution des discours au cours du temps a déjà été évoquée plus haut, j'ai pris la décision ici de considérer d'abord les individus et donc de ramener les trois discours de V. Errani à une seule modalité.
- 22 On constate notamment avec ce tableau que le président Bonaccini est celui qui fait le plus appel aux maires dans son discours, c'est également celui qui s'inscrit le plus dans le registre de l'intention (*souhaiter*, *essayer*, *vouloir*). Un autre événement extérieur semble marquer son discours : celui du tremblement de terre qui a secoué la région en 2012. Cela s'explique d'une part parce que la gestion des conséquences de la catastrophe incombe en grande partie à la région, mais sans doute également parce que

S. Bonaccini est lui-même originaire d'une des communes (Campogalliano) les plus durement touchées par le séisme. Chez V. Errani, le terme d'assesseur (qui désigne les ministres, nommés par le président, des gouvernements régionaux) est doté d'une forte spécificité négative : il est sous-représenté. L'interprétation la plus évidente serait celle d'une forte personnalisation du pouvoir, où le président est un hyper-président et où les assesseurs n'ont finalement qu'un rôle au mieux secondaire. En réalité c'est surtout le fait que V. Errani n'avait pas l'habitude d'annoncer le nom et le portefeuille de ses ministres lui-même au sein de son discours, à l'inverse des autres présidents du corpus. C'est notamment ce qui explique la forte spécificité du terme assesseur chez P. Marazzo, dont le discours est le plus court de ceux du corpus mais contient la liste de tous les assesseurs.

- 23 F. Storace, à la tête d'un mouvement politique (*la Destra*) que l'on peut qualifier de « droite dure » voire identitaire passe l'Europe sous silence et son discours est significativement marqué par la référence à l'étranger. R. Polverini, elle aussi représentante de la droite de l'échiquier politique italien, s'arroge la question de la famille. En creux, ces deux discours s'ancrent dans la tradition puisqu'ils comptent innovation et nouveau au rang des termes à la spécificité négative.

Figure 5. Tableau de synthèse des spécificités lexicales par acteur (sélection).

Région	Emilie-Romagne		Latium			
Président	Errani	Bonaccini	Storace	Marazzo	Polverini	Zingaretti
Spécificité +	Fédéralisme, expérience, système, autonomie, local, Europe	Souhaiter, essayer, séisme, vouloir, maire	Ministre, opposition, intention, étranger, chômeur	Assesseur, écouter, citoyen, emploi	Famille, personnel, budget, familial	Citoyenneté, démocratique, bataille, loi, produire, discrimination
Spécificité -	assesseur, citoyen, souhaiter	Fédéralisme, conseil, régional, local	Innovation, europe, européen, investir	premier	Nouveau, système	Europe, futur, travail, ville

- 24 L'analyse des spécificités lexicales par locuteur permet donc d'approcher, même si les effets de contexte restent prégnants, l'apport spécifique de chaque personnalité au pouvoir.

Positionner sa région par rapport aux autres échelons territoriaux

Du décompte des occurrences à la mise en évidence des modalités de relation entre institutions

- 25 Nous l'avons vu jusqu'ici, la question des jeux d'échelle entre les différents niveaux institutionnels ressort difficilement de l'analyse par les spécificités lexicales, justement parce que les différents termes qui les désignent sont répartis de manière assez équitable dans les différents sous-corpus pour ne pas être considérés comme fondamentalement caractéristiques (sur le plan statistique) de telle région, de telle période ou du lexique de tel président. L'étude du corpus était pourtant d'abord guidée par la volonté de décrire le positionnement des présidents de Région vis-à-vis des

autres échelons qui constituent le paysage politico-administratif italien. La suite de l'analyse repose sur une utilisation de la fonction « concordancier » du logiciel IRaMuTeQ, qui permet de replacer des termes choisis dans les segments de phrase auxquels ils appartiennent, indépendamment de leur fréquence d'emploi, et d'en restituer ainsi le contexte d'énonciation. Un certain nombre de termes ont ainsi été directement recherchés dans le corpus : Commune/Union (de Commune) / Province / Chef-lieu ou Capitale/État ou Gouvernement/Union Européenne ou Europe. La première difficulté à contourner concernait la présence de forme homonymes, un travail de nettoyage a ainsi été nécessaire pour mettre de côté les homonymes de commune (comune en italien signifie également commun, donc très présent notamment dans des expressions comme « bien commun ») et capitale (« capital social », etc.). La figure 6 permet de mettre en évidence des tendances propres à chaque niveau territorial. La référence à l'État a plutôt tendance à décroître entre le début et la fin de la période alors que l'échelon européen prend une place plus grande dans les deux derniers discours. La référence aux communes suit la même trajectoire dans les deux régions : après avoir chuté entre 2000 et 2005, elle se renforce lors des deux discours suivants. Ici c'est cependant le positionnement vis-à-vis de ces autres mailles territoriales que l'on veut éclairer, il faut donc dépasser le comptage statistique des occurrences et observer pour chaque référence remise en contexte quelle est la modalité de la relation entre les deux institutions qui est exprimée. Concurrence, conflit, coopération, domination, soumission sont en effet autant de rapports différents qui peuvent régir les relations entre les échelons territoriaux et leurs dirigeants.

Figure 6. Répartition détaillée des références aux autres échelons territoriaux dans les discours du corpus.

La trajectoire fluctuante des relations Etat/régions

- 26 En se penchant sur le cas des références à l'échelon national (Etat ou gouvernement), il est possible de mettre en évidence une forte variation de la modalité de la relation avec l'échelon régional. Les présidents font beaucoup plus appel à cette échelle lors du

premier mandat, ce qu'avait déjà permis de mettre en évidence l'analyse des spécificités lexicales (figure 6), mais ces mentions portent des traces de conflictualité évidente. En 2000, le contexte est celui de négociations tendues entre les gouverneurs de région nouvellement élus au suffrage universel et l'Etat à propos de la loi constitutionnelle et du degré de fédéralisme qu'elle doit apporter. Le discours de Storace (2000) porte la trace de cette volonté d'émancipation et de ce refus des éventuelles ingérences des ministres : « *Je n'entends pas l'institution régionale comme un instrument de guerre contre le Gouvernement, mais j'attends du Gouvernement qu'il prenne acte de la volonté populaire qui s'est exprimée de manière parfaitement claire le 16 avril et qu'il respecte nos choix*⁴ ». Il en va de même en Emilie-Romagne puisque V. Errani va jusqu'à parler de « bataille », celle pour l'autonomie des régions et la capacité d'autogouvernement (terme qui apparaît quatre fois dans son discours) et explique qu'il fera preuve de fermeté vis-à-vis du gouvernement⁵.

- 27 En 2005 les relations se sont normalisées : V. Errani est beaucoup moins martial au début de son second mandat et parle d'une « *collaboration loyale avec l'Etat*⁶ », alors même que le gouvernement est désormais aux mains de la droite et de S. Berlusconi. Dans le Latium, le discours de Marazzo (2005) n'aborde pas ce point mais la question de l'opposition politique au gouvernement national ne se pose plus en 2010 lorsque R. Polverini prend la tête de la région sous l'étiquette du parti (Pdl) fondé et présidé par Berlusconi, encore à la tête de l'Etat. Selon les mots de la présidente : « *La région Latium veut participer à l'objectif commun d'une Europe unie et rassembleuse, à travers l'adoption de comportements vertueux sur le plan économique et en accordant un fort soutien politique aux actions que le gouvernement national décidera d'entreprendre*⁷ ». Son successeur à la tête du Latium, N. Zingaretti est élu quelques jours après la remise de deux rapports de la Cour des comptes et du Ministère de l'économie et des finances qui mettent en évidence la mauvaise gestion des administrations régionales précédentes et la gravité de la situation financière dans laquelle se trouve la région. La position qu'il adopte vis-à-vis des autres institutions et mailles territoriales est celle de l'ouverture au dialogue et de la recherche de soutien :

« Nous ne voulons pas le faire seuls, mais plutôt en construisant un dialogue franc, constant et constructif avec ce qui sera le nouveau Gouvernement, avec toute l'administration de l'Etat, avec les Collectivités locales et les organismes chargés de l'évaluation et du contrôle de l'activité administrative et de gouvernement⁸ ».

- 28 L'Etat et le gouvernement sont cités mais la modalité de relation à entretenir n'est pas vraiment précisée pour la simple raison que l'Italie est alors plongée dans une nouvelle crise de l'exécutif national : Mario Monti a démissionné et celui qui lui succèdera (Enrico Letta) n'a pas encore été désigné. Le dernier discours prononcé dans le contexte de l'Emilie-Romagne s'inscrit également dans cette forme d'ambiguïté où la volonté de collaborer est teintée d'une forme de méfiance vis à vis de ce qui peut lui être demandé :

« Nous collaborerons loyalement avec le Gouvernement (...) pour réaliser une politique de rééquilibrage économique et de contention de la dette mais nous n'augmenterons pas les impôts, je le répète, parce que la politique ne peut pas toujours faire peser sur les citoyens les problèmes du pays⁹ ».

- 29 Il est donc possible de retracer la trajectoire des relations Etat-région, en tout cas telle qu'elle est exprimée dans le discours des décideurs politiques.

Un regard surplombant sur les institutions de niveau infrarégional ?

- 30 Le traitement précédent peut être reproduit pour mettre en évidence la valeur accordée par les présidents de région aux autres échelons politico-institutionnels. En ce qui concerne les communes et leurs maires, plusieurs profils se dessinent. Chez F. Storace c'est le respect du principe de subsidiarité qui est la règle et qui doit s'imposer. Pour lui, la région doit se cantonner à ses prérogatives (au premier rang desquels la programmation territoriale et économique) sans interférer avec les compétences des échelons inférieurs¹⁰. Le discours de N. Zingaretti est plutôt dans le registre de la collaboration, ils partagent les mêmes angoisses et soucis devant les baisses de dotation de l'Etat.
- 31 C'est en revanche une toute autre attitude dont fait preuve S. Bonaccini, qui est de loin le président qui a le plus pris à bras le corps la question de la réforme territoriale dans son discours d'entrée en fonction, qui intervient peu de temps après la promulgation de la loi instituant les métropoles italiennes (*città metropolitane*) dont Bologne fait partie. Il a vraiment un regard surplombant vis-à-vis des autres maires et n'hésite pas à manifester sa volonté de s'impliquer dans la rationalisation des finances communales :
- « Nous nous mettrons aux côtés des Communes pour réduire nos dépenses et les leurs de manière rationnelle¹¹ ».
- 32 Le ton se fait même arrogant lorsqu'il avance la possibilité d'être dérangé par les maires parmi les arguments qui justifient la création d'une nouvelle maille (dessinée par la Région) pour remplacer la province :
- « Nous ne voulons pas créer (...) un néo-centralisme régional, c'est-à-dire que 341 maires doivent chaque matin aller frapper à la porte du président de la Région ou d'un des assesseurs en le faisant devenir fou ».
- 33 Le regard porté sur l'échelon provincial diffère sensiblement entre le début et la fin de la période. Si en 2000 F. Storace propose de réformer les politiques publiques en matière d'emploi et de formation « *en s'appuyant nettement (...) sur une décentralisation vers les provinces*¹² », ces dernières sont clairement présentées comme obsolètes dans les discours les plus récents : « pour le faire, les vieilles provinces ne suffisent plus, il faut des territoires de dimension plus grande¹³ ». Enfin, force est de constater que la référence aux « Unions de communes » est exclusivement réservée au contexte géographique émilien-romagnol, cette échelle étant absente des discours prononcés par les présidents du Latium (figure 6).
- 34 La question des relations entre la ville chef-lieu et le reste du territoire régional dans la communication politique du chef de l'exécutif mérite un développement à part entière. La ville de Rome est mentionnée deux fois plus dans les discours des présidents du Latium (3,04 occurrences pour mille mots) que ne l'est Bologne (1,4 occurrences pour mille mots) dans ceux de l'Émilie-Romagne. Il y a donc un rapport à la capitale régionale plus problématique, ou en tout cas plus central dans les préoccupations du responsable politique de la région Latium. Outre son statut de capitale étatique, qui lui confère évidemment une place à part, Rome exerce une domination territoriale, économique, symbolique et politique sur le reste du territoire régional. Dans son discours, R. Polverini (2010), démontre une volonté d'association, voire de fusion de la région avec Rome du point de vue identitaire et compte sur la vivacité de la capitale dont les retombées économiques pourraient profiter au reste de la région¹⁴. La hiérarchie s'inverse avec le président N. Zingaretti, précédemment à la tête de la

province de Rome et qui prononce son discours en 2013, à un moment d'incertitude quant à la direction de la commune de Rome puisque le mandat du maire G. Alemanno s'achève et que la ville est en pleine campagne pour les élections municipales. Il n'hésite pas à mettre au défi les autres niveaux administratifs, en particulier la commune de Rome à s'engager à le suivre sur la question de la récolte et du traitement des déchets¹⁵.

- 35 Rome est ainsi presque la seule mention toponymique que l'on retrouve dans les allocutions des présidents du Latium, les autres villes du territoire étant passées sous silence, ou mentionnées qu'en tant que composante du nom d'usage de certains axes routiers comme lorsque le chantier de la route nationale 675 est évoqué sous le nom « l'axe Civitavecchia-Viterbo-Rieti ». Ce n'est pas le cas de Bologne dans sa région, caractérisée par un réseau urbain moins hiérarchisé, plus polycentrique et où les autres réalités territoriales sont présentes dans ces discours de politique générale (notamment Parme et Rimini qui sont citées respectivement 6 et 7 fois). Le besoin d'accorder une place prépondérante au cas de Bologne est un sujet sensible en Émilie-Romagne et conduit les présidents de région à utiliser le registre de la justification : « *ce mandat est celui de l'institution de la Ville Métropolitaine de Bologne. Sans son chef-lieu et sans la Ville Métropolitaine cette région serait plus faible et donc elle constitue pour nous un objectif stratégique*¹⁶ ».

Le rapport à l'Europe et l'impact des grandes stratégies orientant les politiques communautaires

- 36 L'analyse montre que la thématique européenne est bien plus appropriée par les présidents de l'Émilie-Romagne (figure 6), qui sont tous les deux europhiles. Toutes les mentions relative à l'Europe sont positives voire enthousiastes : « En fait, il faut relancer le projet politique européen en faisant monter d'un cran le rôle de l'Europe dans le monde¹⁷ » (Errani, 2010). Les orientations des politiques européennes sont bien intégrées et les documents qui les portent sont directement convoqués dans leurs propres discours de politique générale, chez Errani la stratégie de Lisbonne est mentionnée comme un échec qu'il faut éviter de reproduire et la stratégie Europe 2020 comme une nouvelle route à suivre :

« Le problème de l'Europe c'est de gérer le budget. Mais également, et dès maintenant, de lancer une nouvelle stratégie de croissance. Maintenir ensemble les politiques indispensables à la réduction des déficits publics des Etats membres et la Stratégie Europe 2020. Ceci pour éviter, comme cela est déjà arrivé par le passé (je pense par exemple à la première Stratégie de Lisbonne), un nouvel et important retour en arrière du modèle social européen¹⁸ » (Errani 2010).

- 37 La mise en conformité avec les recommandations européennes, voire leur dépassement ou leur anticipation sont pour tous les deux un gage de fierté : « *des droits et des services qui ont permis, entre autre, aux femmes de travailler ici plus que dans le reste du pays : nous sommes les seuls à avoir respecté ce que demandait l'Agenda de Lisbonne* » (Bonaccini 2015). A l'inverse, les discours des présidents de la région Latium ne portent pas de mentions de la « Stratégie de Lisbonne », de « Europe 2020 » ou de leurs objectifs, du moins jusqu'au mandat le plus récent.
- 38 L'Union Européenne est donc un échelon beaucoup plus approprié (et depuis plus longtemps), par les dirigeants de l'Émilie-Romagne que par ceux du Latium. La tendance à l'œuvre est alors plutôt celle d'un remplacement de la référence à l'État par

celle à une Union Européenne qui ne brandit pas sans cesse la menace de la réduction des financements. Les bouleversements politiques qui ont secoué l'Italie en 2018, notamment à la suite de la crise migratoire, viennent cependant questionner cette interprétation.

Conclusion

- 39 Ce travail a mis en évidence le fait que les contextes de réformes territoriales jouent un grand rôle dans la forme et le fond des discours d'investiture des présidents de régions italiennes. Ces textes portent en eux des enjeux de pouvoir perceptibles dans les stratégies discursives mises en place, en particulier autour de la compétition pour élargir ses compétences et acquérir toujours plus de financements et d'autonomie, souvent au détriment de l'État central ou des autres niveaux de maillage (Pasquier, 2012 ; Pallaver, Brunazzo, 2017). Sur le plan méthodologique, recourir à différents outils d'analyse textuelle (ici essentiellement le calcul des spécificités lexicales et la contextualisation par usage du concordancier) proposés par un logiciel comme IRaMuTeQ permet de travailler un corpus textuel dans le détail et d'en tirer des éléments qu'une lecture non-outillée aurait sans doute eu plus de mal à mettre en avant (Daigneault, Petry, 2017). C'est le cas de l'évolution des termes spécifiques en fonction du temps. Leur utilisation est encore trop rare en géographie politique (Beauguitte, Guérin-Pace & Richard, 2014). Ces méthodes doivent toutefois être complétées par une observation plus qualitative du contexte d'utilisation des termes identifiés comme centraux pour accéder aux représentations et à la vision particulière des locuteurs sur ces autres échelles de gouvernement. Les changements politiques brutaux que constituent la prise de la mairie de Rome par le Mouvement 5 Etoiles en 2016 et le basculement du gouvernement national en 2018 aux mains d'une coalition inédite (Ligue-M5S) constituent des bouleversements politiques qui nécessiteraient de poursuivre l'analyse de la place des relations interinstitutionnelles dans le discours des leaders régionaux au-delà de la date de 2015.

BIBLIOGRAPHIE

- BARDIN M. (2018), *La présidentialisation des institutions régionales en France, en Espagne et en Italie*, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 462 p.
- BEAUGUITTE L., GUÉRIN-PACE F. & RICHARD Y. (2014), « L'UE et ses voisinages : acteurs et espaces d'un discours », *Proceedings 2^e colloque international du CIST*, pp. 25-31.
- DAIGNEAULT P.-M., PETRY F. (2017), *L'analyse textuelle des idées, du discours et des pratiques politiques*, Paris, France, Canada, Hermann, 333 p.
- FOURNY M.-C. (2005), *Identités et dynamiques territoriales : coopération, différenciation, temporalités*, Mémoire de HDR, Grenoble, France, Institut de Géographie Alpine, 326 p.

- GUERIN-PACE F. (1997), « La statistique textuelle. Un outil exploratoire en sciences sociales », *Population*, 52, 4, 865 p.
- KEATING M. (1998), *The new regionalism in Western Europe: territorial restructuring and political change*, Cheltenham, UK, USA, E. Edgar, 242 p.
- LAFON P. (1984), *Dépouillements et statistiques en lexicométrie*, Genève, Paris, Slatkine, Champion, 217 p.
- LE BART C. (2003), « Le leadership territorial au-delà du pouvoir décisionnel », in SMITH A., SORBETS C. (dirs.), *Le leadership politique et le territoire : Les cadres d'analyse en débat*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (Res publica), pp. 145-161.
- MARCHAND P. (2007), *Le Grand Oral – Les discours de politique générale de la V^e République*, Bruxelles, De Boeck, 215 p.
- O TUATHAIL G., AGNEW J. (1992), “Geopolitics and discourse: Practical geopolitical reasoning in American foreign policy”, *Political Geography*, 11, 2, pp. 190-204.
- PAASI A. (2002), “Place and region: regional worlds and words”, *Progress in Human Geography*, 26, 6, pp. 802-811.
- PAASI A. (2009), “Bounded spaces in a ‘borderless world’: border studies, power and the anatomy of territory”, *Journal of Power*, 2, 2, pp. 213-234.
- PALLAVER G., BRUNAZZO M. (2017), *Italy: The Pendulum of ‘Federal’ Regionalism*, in *Federal Power-Sharing in Europe*, Nomos Verlagsgesellschaft mbH & Co. KG, pp. 147-180.
- PIATTONI S., BRUNAZZO M. (2011), “Italy: The Subnational Dimension to Strengthening Democracy since the 1990s”, in LOUGHLIN J., HENDRIKS F. & ANDERS L. (dirs.), *The Oxford Handbook of Local and Regional Democracy in Europe*, Oxford, Oxford University Press, pp. 331-355.
- PASQUIER R. (2012), *Le pouvoir régional : mobilisations, décentralisation et gouvernance en France*, Paris, France, Presses de SciencesPo., 379 p.
- RATINAUD P., MARCHAND P. (2015), « Des mondes lexicaux aux représentations sociales. Une première approche des thématiques dans les débats à l'Assemblée nationale (1998-2014) », *Mots. Les langages du politique*, 108, pp. 57-77.
- REINERT M. (1993), « Les “mondes lexicaux” et leur “logique” à travers l'analyse statistique d'un corpus de récits de cauchemars », *Langage et société*, 66, 1, pp. 5-39.
- RIVIERE D. (2004), *L'Italie : des régions à l'Europe*, Paris, A. Colin, 252 p.
- RIVIERE D. (2016), « Réforme territoriale à l'italienne : d'une géographie des intérêts à une géographie de la rigueur », *EchoGéo*, 35 [en ligne].
- SALEM A. (1982), « Analyse factorielle et lexicométrie : synthèse de quelques expériences », *Mots*, 4, 1, pp. 147-168.

NOTES

1. Les textes des présidents de la région Latium ont été recueillis lors d'une phase de terrain dans les archives du Conseil Régional, ceux des présidents de la région Emilie-Romagne sont accessible en ligne aux adresses suivantes : <https://www.regione.emilia-romagna.it/storia/presidenti/vasco-errani> et <https://www.regione.emilia-romagna.it/presidente/programma-di-governo/presentazione-del-programma-di-legislatura>.

2. Dans chacune des analyses présentées les termes ont été lemmatisés, c'est-à-dire que chaque mot est rapporté à l'expression la plus proche de sa racine : les verbes conjugués sont ramenés à leur infinitif et les pluriels au singulier etc. (par exemple *région* vaut à la fois pour *région* et *régions*).
3. Plus le score est élevé en valeur absolue, plus la spécificité du mot à une partie déterminée du corpus est grande. Le seuil de significativité dépend de plusieurs paramètres allant du type à la taille du corpus de texte considéré. Ici ont été retenues comme ayant une spécificité significative les formes dont le score dépassait 2 ou -2.
4. « Io non intendo l'Istituzione regionale come uno strumento di guerra al governo, ma pretendo che il Governo prenda atto della volontà popolare che si è inequivocabilmente espressa il 16 aprile e rispetti le nostre scelte » (Storace, 2000).
5. « Saremo dunque fermi con il Governo, con questo Governo e con qualsiasi altro Governo che verrà nello stesso modo e con la stessa coerenza. Su questi impegni e su questa coerenza il Governo deve rispondere, e per dare forza a questa battaglia nazionale vogliamo rendere contemporaneamente più efficace e forte il processo di autoriforma della regione stessa » (Errani, 2000).
6. « ... il nostro impegno fondamentale sarà lavorare per un disegno coerente di federalismo solidale, insistere sulla leale collaborazione con lo Stato come chiave di efficacia e di equilibrio dell'insieme del governo della Repubblica ».
7. « La Regione Lazio vuole concorrere all'obiettivo comune di una Europa unita e coesa, attraverso l'assunzione di comportamenti virtuosi sotto il profilo economico e tramite un'azione di forte sostegno politico alle azioni che il governo nazionale deciderà di intraprendere » (Polverini, 2010).
8. « Quella che ci troviamo ad affrontare è, quindi, una situazione complessa che ci chiama a una grande responsabilità. Non vogliamo farlo da soli, ma costruendo un dialogo franco, costante e costruttivo con quello che sarà il nuovo Governo, con tutta l'amministrazione statale, gli Enti locali e gli organismi preposti al controllo e alla valutazione dell'azione amministrativa e di governo » (Zingaretti, 2013).
9. « Collaboreremo lealmente con il Governo, che mi auguro riesca davvero a riportare il Paese laddove merita di stare e a farlo tornare a livelli di crescita come quelli pre-crisi. Collaboreremo per realizzare una politica di riequilibrio economico e di contenimento del deficit ma non aumenteremo le tasse - lo ribadisco - perché la politica non può scaricare sempre sui cittadini i problemi del Paese » (Bonaccini, 2015).
10. « La Regione deve riappropriarsi del ruolo di programmazione, delegando a Comuni e Province la gestione delle singole politiche. Questa è la vera sussidiarietà. Questa è la via per snellire una macchina farraginoso e incomprensibile ai più e renderla accessibile a tutti i cittadini » (Storace, 2000).
11. « Ci metteremo al fianco dei Comuni per ridurre le nostre e le loro spese in modo razionale » (Bonaccini, 2015).
12. « ... puntando nettamente - come abbiamo promesso agli elettori nel nostro programma - sul decentramento alle province » (Storace, 2000).
13. « ... per farlo le vecchie Province non bastano più, ma servono enti di area vasta più grande » (Bonaccini, 2015).
14. « Il riconoscimento della peculiarità di Roma Capitale rappresenta la consapevolezza di come la Regione Lazio e la Città di Roma si considerino un unicum territoriale nel quale la popolazione residente rinviene l'esistenza di un'autentica coesione per storia, tradizioni, costumi, identità e di come dalle caratteristiche e dalle potenzialità di Roma possano pervenire effetti e ricadute positive anche per i territori e le province del Lazio » (Polverini, 2010).
15. « E penso certamente ad una nuova gestione dei rifiuti, la Regione Lazio farà fino in fondo la sua parte perché questa terra non sia più additata come "caso europeo" e sottoposta a

procedure sanzionatorie, ma diventi un modello al quale guardare per la diffusione della raccolta differenziata, per la qualità e la sicurezza degli impianti e per l'avvio di quella filiera industriale del riuso e del riciclo capace di trasformare i rifiuti in risorse. Noi faremo la nostra parte nell'ambito delle nostre competenze, poi spetterà alle Province, ai Comuni, e in particolare al Comune di Roma, fare la propria » (Zingaretti, 2013).

16. « Questa è la legislatura dell'istituzione della città metropolitana di Bologna. Senza il capoluogo e senza la città metropolitana questa regione sarebbe più debole e dunque è per noi un obiettivo strategico » (Errani, 2010).

17. « Insomma, bisogna rilanciare il progetto politico europeo facendo fare un salto di qualità al ruolo dell'Europa nel mondo » (Errani, 2010).

18. « Il problema dell'Europa è di governare i conti. Ma anche, da subito, aprire una nuova strategia di crescita. Tenere insieme le politiche indispensabili al rientro dei debiti pubblici dei Paesi e la strategia di Europa 2020. Questo per evitare di registrare, come già accaduto in una fase che ci sta alle spalle (penso, per esempio, alla prima strategia di Lisbona), un altro sostanziale arretramento del modello sociale europeo » (Errani, 2010).

RÉSUMÉS

La place de l'échelon régional dans le système politico-administratif italien a récemment fait l'objet de débats, notamment à l'occasion de la réforme constitutionnelle manquée de décembre 2016. À travers une réflexion sur la mobilisation des différents niveaux politico-institutionnels dans les discours d'investiture des exécutifs régionaux, cet article vise à mettre en évidence la manière dont les présidents se positionnent dans leurs rapports aux autres échelons. Le corpus analysé, notamment par la statistique textuelle, est constitué par les 8 discours d'entrée en fonction des présidents des régions administratives italiennes du Latium et de l'Émilie-Romagne entre 2000 et 2015. Il ressort de cette analyse que la nécessité de se positionner dans les relations de pouvoir entre échelles de gouvernement n'est pas constante dans le temps et en fonction de la personnalité du chef de l'exécutif. L'Union Européenne est quant à elle un échelon beaucoup plus approprié ou sollicité par les dirigeants de l'Émilie-Romagne que du Latium (dont le discours est marqué par la référence à l'État italien et à Rome, à la fois capitale régionale et nationale).

In December 2016, Italy's failed referendum highlighted the question of the place of regions in the Italian institutional landscape. Nearly twenty years ago, a series of changes to the country's Constitution marked a decisive turn toward federalism and regional level empowerment, with a President elected by direct universal suffrage. In their last political speeches, regional executives are allowed to develop a more personal and subjective vision of the region. This paper aims to understand how those political leaders are giving meaning to the regional scale, linking it in their discourses with others administrative levels, with a particular emphasis on the case of European Union. For this purpose, I applied lexical analysis and research for specific vocabulary to a corpus of 8 speeches pronounced by the newly elected presidents of the regions Emilia-Romagna and Lazio between 2000 and 2015. It appears that the necessity of positioning in the relations of power between scales of government varies according to time or political leader's interests. The analysis also shows that discourses in Emilia-Romagna contain much more references to European Union than those in Lazio, which are more interested in the national scale. This could mean a difference in the Europeanness level of their political elites.

INDEX

Keywords : regions, discourse analysis, lexical analysis, government levels, Emilia-Romagna, Lazio, Italy

Mots-clés : régions, statistique textuelle, échelle de gouvernement, Emilie-Romagne, Latium, Italie

AUTEUR

DORIAN BERNADOU

Université Paris Diderot – UMR Géographie-cités, dorian.bernadou@parisgeo.cnrs.fr